



ATTAC CADTM MAROC **Contre la mondialisation libérale**

Communiqué

ATTAC MAROC dénonce l'offensive répressive généralisée

Dans ce début de l'année 2013, on assiste au Maroc à une escalade de la répression contre toutes les formes de protestations sociales.

Ceci se manifeste par des interventions sauvages contre les manifestations et sit-in, l'incarcération et les poursuites judiciaires contre des militants actifs, des intimidations de toutes sortes à leur encontre. L'Etat essaye d'instaurer un climat de terreur et de criminaliser les résistances. Parmi elles, celles du Mouvement du 20 février (M20F) qui réclame démocratie et justice sociale, les luttes syndicales pour la défense des acquis dans le secteur public (enseignement, santé, justice, ...) et privé (mines, textile, hôtellerie, agriculture,...), les diplômés chômeurs pour leur droit au travail (leurs actions quotidiennes se poursuivent à Rabat malgré la répression féroce). Les contestations pour défendre les services publics, le droit au logement et contre la cherté de la vie dans les villes subissent le même sort. Dans les zones rurales, les populations réclament des infrastructures de base qui manquent terriblement dans les régions enclavées. Les femmes victimes des effets désastreux du système du micro-crédit et les migrants subsahariens subissant la répression des autorités et le racisme sont également mobilisés et subissent également répression, incarcérations et procès iniques.

L'ensemble de ces mobilisations reflète l'échec des politiques néolibérales et l'offensive répressive de l'Etat montre sa détermination à faire supporter le fardeau de la crise aux masses populaires, sans hésiter à bafouer la liberté d'expression et d'opinion et les droits humains.

Faillite des choix néolibéraux dans un contexte de crise mondiale du capitalisme

La crise mondiale a accentué l'échec des choix néolibéraux dictés par les Institutions financières et commerciales internationales. La dépendance de notre pays envers les grandes puissances est le symptôme de cet échec. En effet, la valeur de nos exportations ne couvre que 47% de nos importations. L'année 2012 s'est terminée avec un déficit commercial de 200 milliards de DH (24% du PIB). Les politiques d'ouverture visant à attirer les investissements directs étrangers (IDE) et les Accords de libre-échange détruisent le tissu productif national déjà faible, entraînent des licenciements et des pressions sur les salaires et réduisent les recettes douanières. La privatisation des grandes entreprises publiques rentables et la délégalation de la gestion des services publics au capital privé contribuent à la sortie des devises sous forme de dividendes. Résultat : les finances publiques sont asséchées et l'Etat se tourne vers un recours récurrent à la dette.

Spirale de l'endettement et austérité

La dette publique (interne et externe) du Maroc a atteint 583 milliards de DH (environ 70% du PIB) en septembre 2012. Son service est de 108 milliards de DH. Si l'on compare le poids annuel de la dette avec le budget de l'Education (51 milliards de DH), la Santé (12 milliards de DH) ou les investissements publics (59 milliards de DH), on se rend à l'évidence qu'aucun développement économique ou humain n'est possible sans l'annulation de la dette. Et c'est bien notre revendication.

Hélas, l'Etat fait entrer notre pays de plain-pied dans la spirale infernale de l'endettement. L'emprunt de 1 milliard d'euros en 2010 et de 1,5 milliards de dollars en décembre 2012 confirme cette tendance. Pendant ce temps, le FMI, grâce à sa nouvelle Ligne de précaution et de liquidité (LPL) dotée de 6,2 milliards de dollars, nous a fixés les termes du plan d'austérité à suivre. Au menu : gel des salaires, baisse de la dépense publique dans les secteurs sociaux, démantèlement du système de subventions des produits de base et du système des retraites.

Ce sont donc les masses populaires qui payeront la crise. Les impôts représentent plus de 63% des recettes de l'Etat dans la Loi de finances de 2013 et seront supportés essentiellement par les consommateurs et les salariés, tandis que la participation des entreprises privées et des ménages riches restera faible, car elles bénéficient d'exonérations fiscales, de subventions et d'un accès au foncier à des prix dérisoires.

L'Etat essaye d'anticiper sur les résistances populaires et ouvrières qui se développent sur tous les fronts par une répression féroce, et un acharnement sur toutes les structures combattives organisées ou non organisées: M20F, syndicats, associations des diplômés chômeurs, défenseurs Droits de l'Homme, victimes du système du micro-crédit, les militant-e-s d'ATTAC, etc.

Dans ce contexte, notre association ATTAC CADTM Maroc :

- Condamne fermement cette vague de répression, et exprime toute sa solidarité avec ses victimes
- Exige la libération de tous les prisonniers politiques et apporte sa solidarité à leurs familles
- Appelle à une rupture radicale avec les choix néolibéraux en cours afin d'atteindre un vrai développement économique et social centré sur la satisfaction des besoins essentiels des classes populaires et de garantir notre souveraineté alimentaire
- Renouvelle sa revendication d'annuler la dette publique marocaine. Une décision qui permettra de dégager des ressources conséquentes pour les injecter dans les secteurs sociaux et de se libérer de la dépendance à l'égard des puissances impérialistes et récupérer notre souveraineté.

Secrétariat National.
Rabat le 15 janvier 2013

ATTAC MAROC
Membre du réseau
International du CADTM